



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES

**ARRÊTÉ DU MAIRE ODP N° 24.314**

**Objet : Autorisation d'occupation du domaine public et réglementation du stationnement.**

**Le Maire de la Ville d'Orthez,**

**Vu** les articles L2212.1.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

**Vu** l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par arrêté du 7 juin 1974, livre 1, 4<sup>e</sup> partie « signalisation de prescriptions»,

**Considérant** la demande de l'entreprise **E.C.ENERGIE/CANDAU**, 865 RD 817 zac Leclerc - 64270 PUYOO, qui sollicite une autorisation d'occupation du domaine public, du mardi 10 au jeudi 12 septembre 2024, pour une durée de trois (3) jours, afin d'effectuer des travaux de climatisation, au commerce Carrefour, N° 14 rue Jeanne d'Albret à Orthez, **Sous réserve de déclaration préalable au service urbanisme.**

**Considérant** que le Maire doit prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité et la commodité de passage dans les rues, voies, quais et places publiques,

**ARRÊTÉ:**

**Article 1<sup>er</sup>** : Du mardi 10 au jeudi 12 septembre 2024, pour une durée de trois (3) jours, l'entreprise **ECE ENERGIE/CANDAU**, est autorisée à occuper le domaine public, afin d'effectuer des travaux de climatisation, au commerce Carrefour, N° 14 rue Jeanne d'Albret à Orthez,

**Article 2** : Pour permettre ces travaux, le stationnement d'un véhicule sera autorisé **sur la place d'Armes ou rue du Puits des Jacobins.** à charge du demandeur de se réserver la place.

**Article 3** : L'entreprise **ECE ENERGIE/CANDAU**, sera entièrement responsable des accidents qui pourront survenir pendant la durée des travaux, et devra prendre toutes les mesures pour sécuriser les lieux d'intervention ; la pré-signalisation et la signalisation réglementaires seront mises en place par ses soins et sous sa responsabilité, afin de permettre l'application des présentes dispositions.

**Article 4** : Un passage de sécurité devra être respecté pour les piétons, les véhicules des services de police, d'incendie et de secours, ambulances ou médecins justifiant d'une intervention urgente ou aux riverains et usagers accédant à un emplacement de garage privé.

**Article 5** : L'entreprise **ECE ENERGIE/CANDAU**, sera redevable d'un droit fixe d'instruction des dossiers de 5 € et d'un droit d'occupation du domaine public de 8 € par jour/véhicule (délibération du Conseil Municipal du 07 mars 2024).

**Article 6** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 7** : Les contrevenants seront sanctionnés en application des dispositions du Code de la Route.

**Article 8** : La Directrice Générale des Services, le service de la Police Municipale, le Commandant du Centre de Secours Principal, le Commandant de la Gendarmerie d'Orthez, les services Techniques, le Directeur du pôle aménagement de la communauté des communes de Lacq-Orthez, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site de la ville.

Fait à Orthez, le jeudi 5 septembre 2024

**Copies transmises par mail :**

- /// Centre de Secours
- /// Gendarmerie
- /// Le demandeur
- /// Services Techniques
- /// CCLLO



Le Maire d'Orthez/Sainte-Suzanne,  
**Emmanuel HANON**